

LOURDES ARANDA BEZAURY

Sherpa du Mexique pour le G20, secrétaire d'État mexicain aux relations extérieures

Bonjour. Je suis très honorée de participer à la World Policy Conference, cadre tout désigné pour promouvoir le dialogue sur la gouvernance mondiale et les nouvelles réalités du XXI^{ème} siècle.

En tant que « sherpa » du G20, je considère les idées et propositions présentées lors de cette conférence comme des retours d'information sur la gouvernance du G20, qui est un sujet de la plus haute importance pour le Mexique.

1. La place du G20 dans la gouvernance mondiale

En matière d'évolution de la coopération multilatérale informelle, le G20 représente un nouveau paradigme.

L'inclusion des dirigeants politiques des grandes économies du monde – tant développées qu'émergentes et sur un pied d'égalité - associée à son caractère informel, lui ont donné son avantage comparatif et sa plus grande force.

Comme le G8, le G20 est une réunion de chefs d'État et de gouvernement créée en réponse à une crise économique internationale sans précédent.

Son but est de fonctionner en tant que processus de production d'un consensus politique pour la gestion des défis d'une économie mondiale de plus en plus interconnectée.

Au vu de sa réussite face à la crise de 2009, lors du sommet de Pittsburgh les dirigeants ont désigné le G20 « Premier forum pour la coopération économique internationale. »

Idéalement, le G20 devrait progressivement supplanter le G8 et maintenir sa prédominance sur les questions économiques et financières mondiales.

Cependant, pour préserver sa pertinence et sa crédibilité, le G20 doit tirer les leçons des mauvaises pratiques et des erreurs qui ont sapé l'efficacité et la crédibilité du G8.

La première leçon concerne la gestion du programme, l'efficacité du suivi et l'obtention de résultats concrets.

Contrairement au G8, le G20 ne doit pas surcharger son ordre du jour. Il doit se concentrer sur le respect des engagements qui sont à l'origine de sa création pendant la crise économique de 2008.

Cela pourrait mettre fin à la fable selon laquelle le G20 peut résoudre des problèmes complexes en quelques jours. Comme je l'ai dit, sa fonction consiste à faciliter l'émergence d'un consensus politique qui est l'aboutissement d'un processus continu impliquant une grande variété d'acteurs dans la résolution de problèmes complexes.

Les dirigeants du G20 ont pris des décisions à Cannes dans le but d'aider le G20 à obtenir des résultats concrets, en renforçant le suivi de ses engagements passés et en améliorant la gestion de son programme/ordre du jour.



Ils ont notamment reconnu que le G20 doit éviter de faire double emploi et de se disperser dans une prolifération d'activité inutile. Les sommets doivent se limiter aux questions mondiales auxquelles les dirigeants du G20 peuvent répondre en apportant une valeur ajoutée.

À cet égard, un autre accord important du sommet de Cannes a été d'officialiser le système de « la troïka » composé de la présidence passée, de celle en exercice et de celle qui lui suivra.

Cela permettra de consolider la mémoire et la continuité institutionnelles et, espérons-le, de mieux mettre en œuvre les engagements.

La deuxième leçon a trait à l'efficacité des activités de sensibilisation.

Si le G20 veut éluder les critiques concernant sa représentativité, auxquelles le G8 n'a pas échappé, il doit redoubler d'efforts pour renforcer le dialogue avec tous les acteurs concernés.

N'oublions pas que le dialogue direct entre le G8 et cinq pays émergents, le dialogue G8-G5, a été éclipsé par la création du G20, plus important et plus représentatif.

Cela dit, étant donnée la portée de ses décisions, le G20 doit désormais engager un dialogue efficace avec tous les acteurs concernés, qui incluent des institutions internationales et régionales officielles, des pays non membres, et la société civile dans son ensemble.

Par conséquent, au sommet de Cannes, les dirigeants du G20 ont décidé de soutenir un dialogue plus cohérent et efficace en nommant un haut responsable du bureau des sherpas pour conduire les activités de sensibilisation.

Le Mexique a déjà désigné un représentant spécial du G20 pour cette tâche, M. Roberto Marino.

2. Le point sur le positionnement actuel du G20

Je voudrais maintenant faire le point sur le positionnement actuel du G20 en tant que groupe.

Comme Kemal l'a suggéré dans un article récemment publié par la Brookings Institution, « Le sommet de Cannes s'est déroulé dans un climat dramatique semblable à celui des deux premiers G-20 à Washington et à Londres » (Brookings, octobre 2011, « Le sommet 2011 du G20 à Cannes »).

Après avoir surmonté l'urgence de la situation vers la fin 2009, nous avons été confrontés à Cannes aux graves problèmes budgétaires dans les économies développées, ainsi qu'au taux de chômage élevé et à la crise de la dette en Europe.

Il n'est donc pas surprenant que de tels enjeux aient capté toute l'attention du public et bien sûr, des dirigeants.

En dépit de la tempête économique, le G20 a réussi à réaffirmer et à clarifier des orientations fixées et des engagements pris lors des sommets précédents.

Un des éléments clé issu de Cannes fut le « Cannes Action Plan » (Plan d'Action de Cannes) visant à promouvoir l'objectif proclamé de longue date d'une croissance forte, durable et équilibrée.

Ce plan prévoit des mesures pour contenir les déficits budgétaires dans les pays à larges déficits publics et à fort endettement.

Par ailleurs, le plan d'action du G20 présente en détail la manière dont les politiques économiques de chaque pays s'intègrent dans un cadre global.



Les pays ayant des excédents courants importants s'engagent à conduire des réformes pour augmenter la demande intérieure, tout en favorisant une plus grande flexibilité des taux de change et en évitant leurs distorsions et la course à la dévaluation compétitive des monnaies.

D'autre part, le sommet de Cannes a reçu des promesses de financement supplémentaire afin que le FMI soit entièrement à même de gérer l'instabilité future.

Le G-20 a précisé que, dans son propre intérêt aussi bien que dans celui de l'économie mondiale, l'Europe doit remettre de l'ordre dans ses affaires rapidement et au moyen de mesures énergiques.

Comme l'a suggéré Eswar Prasad de la Brookings Institution, « le G-20 considère qu'il serait erroné de financer l'Europe encore davantage, soit directement soit par le FMI. La solution doit venir de l'intérieur de l'Europe, qui est suffisamment riche et forte pour traiter ses propres problèmes. »

En bref, le message délivré à Cannes était à propos et cohérent. Dans un contexte aussi complexe, la France a fait un excellent travail.

Cependant, malgré ces réussites, nous sommes toujours confrontés à des échéances cruciales.

Même si les accords de Cannes ont jeté les bases d'une réponse coordonnée aux défis économiques immédiats, il est clair que le travail n'est pas encore fait.

Il reste un long chemin à parcourir pour que le G20 puisse empêcher les crises économiques plutôt que d'y pallier après leur déclenchement. C'est la raison pour laquelle le Groupe doit se concentrer sur des questions à plus long terme qui contribueront à une croissance économique mondiale plus forte, plus durable et plus équilibrée.

Les questions liées à la coopération au sein du G20, telles que le rééquilibrage macro-économique mondial, la réforme du système monétaire international, la réglementation financière et la réforme des institutions financières internationales, sont elles-mêmes au cœur de la coopération internationale visant à prévenir de futures crises.

Désormais, plus que jamais, le G20 doit continuer à s'acquitter de sa mission de coordination, car les pays ne peuvent pas résoudre individuellement les problèmes auxquels nous faisons tous face.

3. Soumission de quelques idées pour la présidence mexicaine du G20 en 2012

Comme vous le savez, le 7ème Sommet des dirigeants du G20 se tiendra à Los Cabos, les 18 et 19 juin 2012. Ce sera la deuxième réunion dans un pays en voie de développement et la première dans un pays d'Amérique Latine.

La présidence mexicaine mobilisera les efforts de tous pour affronter les défis économiques et financiers persistants au niveau mondial.

Nous avons l'intention d'aborder des sujets de préoccupation tant pour les pays en voie de développement que pour les pays émergents, et de renforcer la coordination entre les institutions multilatérales formelles et informelles.

Comme le Président mexicain Felipe Calderón l'a annoncé à Cannes, les priorités pour le Mexique seront les suivantes: stabilité économique, commerce international, réglementation financière, sécurité alimentaire et croissance verte.

En particulier, le Mexique s'efforcera :

- de restaurer la stabilité économique pour relancer la croissance ;



- d'écarter les mesures protectionnistes et d'étudier les moyens de renforcer le système commercial multilatéral et ses institutions ;
- de renforcer le rôle du FMI dans la prévention des crises futures tout en clarifiant son rôle dans la crise actuelle ;
- de promouvoir les mesures en faveur de la croissance verte, telles que la création d'un Fonds Vert et la mise en œuvre de programmes pour lutter contre la pauvreté et réduire le déboisement.

Nous croyons que le défi du changement climatique ne se limite plus au monde scientifique; mais concerne désormais tout autant les économistes, les concepteurs des politiques publiques et les acteurs du secteur privé.

Notre but est d'ouvrir la voie vers une croissance plus verte, en tenant compte des mesures prises à la fois par les gouvernements et le secteur privé.

Le Mexique est bien conscient de la situation économique complexe à laquelle est confronté le G20 aujourd'hui. Mais si nous voulons un avenir meilleur, nous devons nous attaquer simultanément à la crise de l'environnement et à la crise financière.

Le Mexique soutient aussi les initiatives visant à améliorer la transparence des marchés des produits de base, à combattre la corruption et à renforcer le Conseil de stabilité financière (FSB).

Je voudrais souligner que la présidence mexicaine du G20 s'engage à incorporer dans les discussions du sommet les préoccupations des pays non membres, ainsi que celles des organisations multilatérales et régionales, des institutions financières internationales et de la société civile.

En particulier, le Mexique considère que les groupes de réflexion tels que l'IFRI, les centres de recherche et les institutions universitaires sont des acteurs clés qui contribuent de façon significative à la transparence, à l'analyse et à l'évaluation des politiques publiques.

Les activités de sensibilisation directe menée par le Mexique obéiront à des principes tels que l'ouverture d'esprit, le respect, la pluralité, le vivre ensemble et la transparence.

Les débats et conclusions perspicaces de cette quatrième édition de la World Policy Conference seront des contributions les plus utiles au processus préparatoire de la présidence mexicaine du G20.

Merci beaucoup.